

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

## RECUEIL DE LEGISLATION

---

A – N° 57

14 juillet 1982

---

### SOMMAIRE

- Règlement grand-ducal du 28 juin 1982 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ..... page **1292**
- Großherzogliches Reglement vom 28. Juni 1982, welches den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt ..... **1294**
- Règlement ministériel du 30 juin 1982 sur les matières et les modalités de l'examen et des cours de recyclage ainsi que sur la composition et le fonctionnement de la commission d'examen prévus à l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ..... **1296**
- Loi du 9 juillet 1982 modifiant et complétant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ..... **1298**
- Gesetz vom 9. Juli 1982, welches das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt ..... **1300**
- Règlement grand-ducal du 9 juillet 1982, modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ..... **1302**
- Großherzogliches Reglement vom 9. Juli 1982, welches den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt ..... **1305**
-

## **Règlement grand-ducal du 28 juin 1982 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR), fait à Genève le 30 septembre 1957, approuvé par la loi du 23 avril 1970;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, modifiée et complétée par celles des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1<sup>er</sup> août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977 et 31 mars 1978;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par les arrêtés grand-ducaux des 23 décembre 1955, 29 juin 1956, 31 décembre 1956, 25 juin 1957, 27 décembre 1957, 5 mars 1958, 25 septembre 1959, 30 avril 1960, 28 juillet 1960 et 24 novembre 1960, ainsi que par les règlements grand-ducaux des 24 avril 1962, 7 mai 1963, 23 juillet 1963, 11 avril 1964, 26 mars 1965, 25 juin 1965, 7 septembre 1965, 22 décembre 1965, 13 mai 1966, 23 août 1966, 12 octobre 1966, 23 décembre 1966, 18 septembre 1967, 14 mars 1968, 30 avril 1968, 25 mai 1968, 22 juin 1968, 28 août 1968, 14 mars 1970, 17 juillet 1970, 16 octobre 1970, 23 novembre 1970, 8 janvier 1971, 19 juillet 1971, 27 juillet 1971, 1<sup>er</sup> août 1971, 23 décembre 1971, 8 février 1972, 23 octobre 1972, 27 novembre 1972, 8 décembre 1972, 27 janvier 1973, 12 juillet 1973, 20 juillet 1973, 5 décembre 1973, 10 mai 1974, 22 mai 1974, 4 décembre 1974, 20 mars 1975, 10 avril 1975, 20 mai 1975, 6 novembre 1975, 15 mai 1976, 17 mai 1977, 25 novembre 1977, 31 octobre 1978, 30 avril 1979, 30 novembre 1979, 26 juillet 1980, 2 juillet 1981 et 21 juillet 1981;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

La Chambre de Commerce et la Chambre de Travail entendues en leur avis;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Education Nationale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. I.** L'article 70 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques est complété par un nouvel alinéa qui est inséré entre les alinéas 5 et 6 et qui est libellé comme suit:

«A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983 tout conducteur d'un véhicule automoteur ou ensemble de véhicules couplés qui est équipé en véhicule-citerne ou transporte des citernes ou des conteneurs-citernes et qui est affecté au transport de marchandises dangereuses par route, doit exhiber sur réquisition le certificat de formation spéciale prévu par l'article 84 ou un document équivalent conforme au modèle du marginal 260 000 de l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR) du 30 septembre 1957, approuvé par la loi du 23 avril 1970. Toutefois, les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985 à ces conducteurs s'ils effectuent exclusivement des transports intérieurs ne comportant pas de passage d'une frontière.»

**Art. II.** L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 84 libellé comme suit:

«**Art. 84. 1.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, tout conducteur d'un véhicule automoteur ou ensemble de véhicules couplés qui est équipé en véhicule-citerne ou transporte des citernes ou des conteneurs-citernes et qui est affecté au transport de marchandises dangereuses par route, doit être titulaire du certificat de formation spéciale exigé par le marginal 10 170 de l'Accord européen relatif au transport international

de marchandises dangereuses par route (ADR) du 30 septembre 1957, approuvé par la loi du 23 avril 1970, en abrégé ADR.

Les définitions des termes marchandises dangereuses, véhicule-citerne, citerne et conteneur-citerne sont celles de l'ADR.

2. Le certificat est délivré par le Ministre des Transports sur le vu d'un procès-verbal attestant que l'intéressé a réussi à un examen portant sur les matières énumérées au paragraphe (2) du marginal 10 170 de l'ADR.

Les épreuves ont lieu devant une commission dont la composition et les modalités de fonctionnement sont arrêtées par le Ministre des Transports.

3. Pour être admis à cet examen le candidat doit justifier

- avoir sa résidence au Grand-Duché de Luxembourg ou avoir besoin du certificat à des fins professionnelles auprès d'un employeur établi au Grand-Duché de Luxembourg;
- être titulaire du permis de conduire correspondant aux catégories de permis de conduire requises pour conduire les véhicules servant à l'instruction pratique;
- avoir suivi une instruction d'au moins 24 heures qui est enseignée sous la responsabilité de la Chambre de Commerce et dont le programme des matières est arrêté par le Ministre des Transports.

Le Ministre des Transports décide de l'admissibilité des candidats à l'examen, sur avis favorable de la commission prévue au paragraphe 2. Dans les mêmes conditions, il peut, en raison de l'expérience professionnelle du requérant, accorder des autorisations individuelles exemptant le candidat de l'obligation de suivre en tout ou en partie l'instruction visée à l'alinéa qui précède.

4. Le certificat qui est de couleur orange a la forme du modèle prescrit par le marginal 260 000 de l'ADR.

5. Le certificat a une durée de validité de cinq ans.

Le Ministre des Transports peut le proroger pour un nouveau terme de cinq ans, à condition que la Chambre de Commerce atteste que pendant l'année qui précède l'expiration, le titulaire a suivi avec succès un cours de recyclage qui s'étend sur au moins 12 heures et dont les matières sont arrêtées par le Ministre des Transports. Dispense de l'obligation de suivre un cours de recyclage peut être accordée dans les conditions de l'alinéa 2 du paragraphe 3., si le titulaire du certificat à proroger prouve que depuis la délivrance du certificat ou depuis la dernière prorogation de celui-ci il a exercé sans interruption l'activité de conducteur des véhicules déterminés au paragraphe 1.

6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985 aux conducteurs visés au paragraphe 1., s'ils effectuent exclusivement des transports intérieurs ne comportant pas de passage d'une frontière.»

**Art. III.** Notre Ministre des Transports, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 15 juillet 1982.

Palais de Luxembourg, le 28 juin 1982.

**Jean**

*Le Ministre des Transports,*

**Josy Barthel**

*Le Ministre des Finances,*

**Jacques Santer**

*Le Ministre de l'Education Nationale,*

**Fernand Boden**

**Großherzogliches Reglement vom 28. Juni 1982, welches den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt.**

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau;

Gesehen das Europäische Abkommen über die internationale Beförderung gefährlicher Güter über die Straße (ADR), abgeschlossen in Genf am 30. September 1957, genehmigt durch das Gesetz vom 23. April 1970;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, abgeändert und ergänzt durch diejenigen vom 2. März 1963, 17. April 1970, 1. August 1971, 7. April 1976, 7. Juli 1977 und 31. März 1978;

Gesehen den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, abgeändert durch die großherzoglichen Beschlüsse vom 23. Dezember 1955, 29. Juni 1956, 31. Dezember 1956, 25. Juni 1957, 27. Dezember 1957, 5. März 1958, 25. September 1959, 30. April 1960, 28. Juli 1960 und 24. November 1960 sowie durch die großherzoglichen Reglemente vom 24. April 1962, 7. Mai 1963, 23. Juli 1963, 11. April 1964, 26. März 1965, 25. Juni 1965, 7. September 1965, 22. Dezember 1965, 13. Mai 1966, 23. August 1966, 12. Oktober 1966, 23. Dezember 1966, 18. September 1967, 14. März 1968, 30. April 1968, 25. Mai 1968, 22. Juni 1968, 28. August 1968, 14. März 1970, 17. Juli 1970, 16. Oktober 1970, 23. November 1970, 8. Januar 1971, 19. Juli 1971, 27. Juli 1971, 1. August 1971, 23. Dezember 1971, 8. Februar 1972, 23. Oktober 1972, 27. November 1972, 8. Dezember 1972, 27. Januar 1973, 12. Juli 1973, 20. Juli 1973, 5. Dezember 1973, 10. Mai 1974, 22. Mai 1974, 4. Dezember 1974, 20. März 1975, 10. April 1975, 20. Mai 1975, 6. November 1975, 15. Mai 1976, 17. Mai 1977, 25. November 1977, 31. Oktober 1978, 30. April 1979, 30. November 1979, 26. Juli 1980, 2. Juli 1981 und 21. Juli 1981;

Nach Einsicht des Artikels 27 des Gesetzes vom 8. Februar 1961 über die Organisation des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Anhören der Handelskammer und der Arbeiterkammer in Ihren Gutachten;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Finanzministers und Unseres Erziehungsministers und nach Beratung des Regierungsrates;

beschließen:

**Art. I.** Der abgeänderte Artikel 70 des großherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen wird durch einen neuen Absatz ergänzt, der zwischen die Absätze 5 und 6 eingefügt wird und folgenden Wortlaut hat:

«Ab 1. Januar 1983 muß jeder Führer eines Kraftfahrzeugs oder Aggregats von gekuppelten Fahrzeugen, das als Tankfahrzeug ausgerüstet ist oder Tanks oder Tankbehälter befördert und das der Beförderung von gefährlichen Güter über die Straße zugeteilt wird auf Verlangen die durch Artikel 84 vorgesehene spezielle Ausbildungsbescheinigung oder ein gleichgestelltes Dokument, das dem Modell der Randnummer 260 000 des Europäischen Abkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter über die Straße (ADR) vom 30. September 1957, genehmigt durch das Gesetz vom 23. April 1970, vorzeigen. Jedoch sind die Bestimmungen des vorliegenden Absatzes erst ab 1. Januar 1985 anwendbar auf diese Führer, wenn sie ansschließlich interne Transporte, die keinen Grenzübergang begreifen, durchführen.»

**Art. II.** Der vorerwähnte großherzogliche Beschluß vom 23. November 1955 wird durch einen neuen Artikel 84 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«**Art. 84.** 1. Ab 1. Januar 1983 muß jeder Führer eines Kraftfahrzeugs oder Aggregats von gekuppelten Fahrzeugen, das als Tankfahrzeug ausgerüstet ist oder Tanks oder Tankbehälter befördert und der Beförderung gefährlicher Güter über die Straße zugeteilt wird, Inhaber einer speziellen Ausbildungsbescheinigung sein, die verlangt wird auf Grund der Randnummer 10 170 des Europäischen Abkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter über die Straße (ADR) vom 30. September 1957, genehmigt durch das Gesetz vom 23. April 1970, abgekürzt ADR.

Die Definitionen der Ausdrücke gefährliche Güter, Tankfahrzeug, Tank und Tankbehälter sind die des ADR.

2. Die Bescheinigung wird vom Verkehrsminister ausgestellt auf Grund eines Protokolls das bescheinigt, daß der Interessent ein Examen über die im Paragraph (2) der Randnummer 10 170 des ADR aufgeführten Stoffe bestanden hat.

Die Prüfungen werden von einer Kommission abgenommen, deren Zusammensetzung und Arbeitsmodalitäten durch den Verkehrsminister festgesetzt werden.

3. Um zu diesem Examen zugelassen zu werden, muß der Kandidat beweisen,

- daß er seinen Wohnsitz im Großherzogtum Luxemburg hat oder die Bescheinigung zu Berufszwecken bei einem im Großherzogtum Luxemburg niedergelassenen Arbeitgeber braucht;
- daß er Inhaber des Führerscheins ist, der den Führerscheinklassen entspricht, die zum Steuern der bei der praktischen Ausbildung dienenden Fahrzeuge notwendig sind;
- daß er an einer Ausbildung von wenigstens 24 Stunden teilgenommen hat, die unter der Verantwortung der Handelskammer erteilt wird und deren Lehrprogramm durch den Verkehrsminister festgesetzt ist.

Der Verkehrsminister entscheidet über die Zulassung der Kandidaten zum Examen auf das günstige Gutachten hin der unter Paragraph 2 vorgesehenen Kommission. Unter denselben Bedingungen kann er auf Grund der Berufserfahrung des Antragstellers individuelle Genehmigungen erstellen, die den Kandidaten von der Verpflichtung befreien, ganz oder teilweise, an der im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Ausbildung teilzunehmen.

4. Die Bescheinigung, die orangefarbig ist, weist die Form des von der Randnummer 260 000 des ADR vorgeschriebenen Modells auf.

5. Die Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren.

Der Verkehrsminister kann sie für eine neue Dauer von fünf Jahren verlängern, unter der Bedingung, daß die Handelskammer dem Inhaber bescheinigt, während dem dem Ablauf der Gültigkeitsdauer vorausgehendem Jahr an einem Wiederholungskursus von wenigstens 12 Stunden, dessen Programm vom Verkehrsminister festgesetzt ist, teilgenommen zu haben. Befreiung von der Teilnahmepflicht an einem Wiederholungskursus kann gewährt werden, wenn der Inhaber der zu verlängernden Bescheinigung beweist, seit der Ausstellung der Bescheinigung oder seit deren letzten Verlängerung ohne Unterbrechung die Tätigkeit als Führer der unter Paragraph 1. bestimmten Fahrzeuge ausgeübt zu haben.

6. Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels sind erst vom 1. Januar 1985 anwendbar auf die unter Paragraph 1. angeführten Führer, wenn sie ausschließlich interne Transporte, die keinen Grenzübergang begreifen, durchführen.

**Art. III.** Unser Verkehrsminister, Unser Finanzminister und Unser Erziehungsminister sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Reglements beauftragt, das im Memorial veröffentlicht wird und am 15. Juli in Kraft tritt.

Großherzoglicher Palast, den 28. Juni 1982.

**Jean**

Der Verkehrsminister,

**Josy Barthel**

Der Finanzminister,

**Jacques Santer**

Der Erziehungsminister,

**Fernand Boden**

**Règlement ministériel du 30 juin 1982 sur les matières et les modalités de l'examen et des cours de recyclage ainsi que sur la composition et le fonctionnement de la commission d'examen prévus à l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.**

*Le Ministre des Transports*

Vu l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR), fait à Genève le 30 septembre 1957, approuvé par la loi du 23 avril 1970;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

La Chambre de Commerce et la Chambre de Travail entendues en leur avis;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les matières et les modalités de l'examen et des cours de recyclage ainsi que la composition et le fonctionnement de la commission d'examen prévus par l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, sont arrêtées comme suit:

**Chapitre I. – Les conditions d'admission à l'examen**

**Art. 2.** Pour être admis à l'examen en vue de l'obtention du certificat de formation spéciale prévu par l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité, les intéressés doivent en faire la demande écrite au Ministre des Transports. La demande doit être présentée par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce.

**Art. 3.** Les candidats à l'examen doivent satisfaire aux conditions prévues au paragraphe 3. de l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité.

La justification que le candidat remplit les conditions requises, est rapportée par la production des pièces suivantes:

1. un certificat de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg ou une attestation d'un employeur établi au Grand-Duché de Luxembourg de laquelle il ressort que le candidat a un besoin professionnel du certificat de formation spéciale;
2. une copie certifiée conforme du permis de conduire des catégories requises pour conduire les véhicules utilisés pour la partie pratique de l'instruction préparatoire à l'examen;
3. Une attestation de la Chambre de Commerce certifiant une participation à au moins 24 heures d'instruction portant sur les matières énumérées à l'article 4 du présent règlement.

**Art. 4.** L'instruction préparatoire à l'examen portera sur les matières suivantes:

- les prescriptions générales applicables au transport des marchandises dangereuses;
- les principaux types de risques;
- les mesures de prévention et de sécurité appropriées aux différents types de risques;
- le comportement après un accident (premier secours, sécurité de la circulation, connaissances de base relatives à l'utilisation d'équipements de protection, ...);
- l'étiquetage et la signalisation des dangers;
- ce qu'un conducteur de véhicule doit faire et ne doit pas faire lors du transport de marchandises dangereuses;
- l'objet et le fonctionnement de l'équipement technique des véhicules;
- le comportement en marche des camions-citernes, y compris les mouvements du chargement.

**Art. 5.** Sur sa demande et sur avis favorable de la commission d'examen, prévue au chapitre III du présent règlement, un candidat peut être dispensé par le Ministre des transports de l'obligation de suivre en tout ou en partie l'instruction préparatoire. La dispense est accordée si le requérant rapporte la preuve d'une expérience pluriannuelle et de connaissances suffisantes dans la matière, de l'enseignement de laquelle il sollicite la dispense.

### Chapitre II. – L'examen

**Art. 6.** L'examen comprend une partie théorique et technique et une partie pratique.

La partie théorique et technique consiste dans des épreuves orales ou écrites sur les matières suivantes:

1. aperçu sur les prescriptions générales applicables au transport de marchandises dangereuses;
2. obligations et responsabilités découlant de l'ADR;
3. étiquetage et signalisation des véhicules et des marchandises transportées;
4. aperçu général sur les caractéristiques et les dangers des matières de l'ADR;
5. équipement technique des véhicules et manutention des marchandises dangereuses;
6. prévention des accidents, comportement en cas de sinistre et premier secours.

Les questions d'examen portent sur les sujets traités lors des cours de l'instruction préparatoire.

La partie pratique sera annotée soit sur le vu d'un certificat des chargés de cours attestant la participation active du candidat aux cours pratiques de l'instruction, soit en cas d'assistance de la commission d'examen à ces cours sur son appréciation du candidat.

**Art. 7.** Pour réussir à l'examen 50% au moins du total des points doivent être obtenus dans chacune des épreuves. Pour l'évaluation du résultat final la partie pratique de l'examen est assimilée à une épreuve théorique ou technique.

Un résultat insuffisant dans une ou deux épreuves donne lieu à un ajournement partiel dans les matières en question. Un résultat insuffisant dans trois épreuves ou plus est considéré comme échec total.

Si le candidat subit un échec total ou partiel, il doit attendre la prochaine session pour se représenter. Pour être réadmis à l'examen, il doit justifier avoir assisté aux cours de l'instruction préparatoire portant sur les matières dans lesquelles il avait échoué.

Après quatre échecs totaux ou partiels, le candidat est définitivement éliminé.

### Chapitre III. – La commission d'examen

**Art. 8.** Il est institué une commission d'examen dont les attributions sont les suivantes:

- elle émet un avis sur l'admissibilité des candidats à l'examen et sur la dispense partielle ou totale des candidats d'assister aux cours de l'instruction préparatoire;
- elle est chargée de la réception des examens prévus au chapitre II du présent règlement;
- elle se prononce sur l'obligation des titulaires d'un certificat de formation à proroger de suivre des cours de recyclage.

**Art. 9.** La commission d'examen est composée comme suit:

- deux représentants du Ministère des Transports;
- un représentant du Ministère de l'Éducation Nationale;
- un représentant de la Chambre de Commerce;
- un représentant de la Chambre de Travail.

A chaque membre effectif de la commission il sera adjoint un membre suppléant appelé à le remplacer en cas d'empêchement.

**Art. 10.** L'un des deux représentants du Ministère des Transports assumera la présidence de la commission d'examen. En cas d'empêchement il désignera son remplaçant parmi les membres effectifs.

La commission sera assistée par un secrétaire.

**Art. 11.** La commission délibère valablement si au moins trois membres sont présents.

Ses avis et décisions doivent être motivés.

Les membres de la commission ne peuvent prendre part ni aux examens ni à l'émission des avis prévus à l'article 8 du présent règlement, si un de leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré en est concerné.

#### Chapitre IV. Les cours de recyclage

**Art. 12.** A défaut de rapporter la preuve d'avoir exercé sans interruption l'activité de conducteur des véhicules déterminés au paragraphe 1. de l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité, les titulaires d'un certificat de formation spéciale qui en demandent la prorogation, doivent justifier avoir assisté à un cours de recyclage portant sur les matières énumérées à l'article 4 du présent règlement.

La preuve de la participation à un cours de recyclage est rapportée par la production d'une attestation de la Chambre de Commerce certifiant l'assistance du requérant à au moins 12 heures d'instruction préparatoire à l'examen.

#### Chapitre V. – Disposition finale

**Art. 13.** Le présent règlement sera publié au Mémorial et entrera en vigueur le 15 juillet 1982.

Luxembourg, le 30 juin 1982.

*Le Ministre des Transports,*  
**Josy Barthel**

### Loi du 9 juillet 1982 modifiant et complétant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 5 mai 1982 et celle du Conseil d'Etat du 18 mai 1982 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 2 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques est remplacé par le texte suivant:

«Art. 2.

#### *Paragraphe 1<sup>er</sup>*

Le ministre des Transports ou son délégué délivre les permis de conduire civils; il peut refuser leur octroi, restreindre leur emploi ou leur validité, les suspendre et les retirer, refuser leur restitution, leur renouvellement ou leur transcription et même refuser l'admission aux épreuves si l'intéressé:

- 1) présente des signes manifestes d'alcoolisme ou d'autres intoxications;
- 2) n'offre pas, compte tenu des faits d'inhabileté ou de maladresse suffisamment concluants constatés à sa charge, les garanties nécessaires à la sécurité routière;
- 3) est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule;
- 4) souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire;
- 5) refuse d'exécuter la décision du ministre des transports l'invitant à produire un certificat médical récent ou à faire inscrire la prolongation ou le renouvellement de la période de stage sur le permis de conduire;



6) a fait une fausse déclaration ou usé de moyens frauduleux pour obtenir un permis de conduire, son renouvellement ou sa transcription.

Lorsque le retrait ou la suspension du permis de conduire atteint une durée effective d'au moins six mois, le ministre des Transports peut faire dépendre sa restitution de la réussite de l'intéressé à un examen théorique et pratique ou à un examen théorique ou pratique.

Un règlement grand-ducal détermine la procédure à suivre pour l'exécution des mesures qui précèdent.

Il peut être créé un permis de conduire pour les chauffeurs qui exercent à titre principal la profession de conducteur de véhicules automoteurs.

#### *Paragraphe 2*

Les permis de conduire militaires sont délivrés, renouvelés et retirés par le Chef d'Etat-major ou son délégué.

#### *Paragraphe 3*

Les instructeurs civils sont agréés par le ministre des Transports ou son délégué.

Les instructeurs militaires sont agréés par le Chef d'Etat-major ou son délégué.

#### *Paragraphe 4*

Les cartes d'immatriculation pour tous les véhicules automoteurs, pour les remorques et véhicules forains, ainsi que les cartes d'identité spéciales pour véhicules munis d'un signe distinctif particulier, sont délivrées et retirées par le ministre des Transports ou son délégué.

Les fiches caractéristiques pour les véhicules de l'armée sont établies par le Chef d'Etat-major ou son délégué.»

**Art. II.** Les alinéas 2 et 12 de l'article 13 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée sont modifiés comme suit:

«2. L'interdiction de conduire prononcée par une décision judiciaire ayant acquis l'autorité de la chose jugée produira ses effets à partir du jour à fixer par le procureur général d'Etat, suivant les modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

L'interdiction de conduire ne produit cependant pas d'effets durant l'exécution d'une peine privative de liberté.

12. En cas d'interdiction de conduire judiciaire ainsi que de retrait ou de suspension du permis de conduire par décision administrative, le procureur général d'Etat fait retirer le permis de conduire qui se trouve en possession de la personne qui fait l'objet de la mesure. Le refus de remettre le permis de conduire aux agents chargés de l'exécution du retrait est puni d'une amende de 2.501 à 50.000 francs.»

**Art. III.** L'article 13 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée est complété par un alinéa 1bis et un alinéa 1ter de la teneur suivante:

«1 bis. Cette interdiction peut également être prononcée contre des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans lorsqu'ils comparaissent devant le tribunal de la jeunesse.

1ter. Le juge qui prononce une interdiction de conduire peut la limiter à certaines catégories de véhicules, à certains trajets, à certains jours de la semaine et à certaines heures de la journée.»

**Art. IV.** L'alinéa 13 de l'article 13 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée est remplacé par le texte suivant:

«13. Toute personne qui conduit un véhicule sur les voies publiques sans être titulaire d'un permis de conduire valable, est condamnée à une peine d'emprisonnement de huit jours à un an et à une amende de 2.501 à 50.000 francs ou à une de ces peines seulement.

Est puni des mêmes peines tout propriétaire ou détenteur d'un véhicule qui fait ou laisse conduire ce véhicule sur les voies publiques par une personne non-titulaire d'un permis de conduire valable ou par

une personne frappée soit d'une interdiction de conduire judiciaire, soit d'un retrait ou d'un refus administratif du permis de conduire.

Si toutefois le conducteur du véhicule est en possession d'un permis périmé correspondant au genre de véhicule conduit, les peines qui précèdent sont respectivement réduites à un emprisonnement de 1 à 7 jours et à une amende de 1.000 à 2.500 francs ou à l'une de ces peines seulement.»

**Art. V.** L'article 13 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée est complété par un alinéa 14 libellé comme suit:

«14. Le juge qui prononce une interdiction de conduire d'une durée effective de six mois au moins peut par la même décision, ordonner que la restitution du permis de conduire se fait seulement si le titulaire du permis à réussi à un examen théorique et pratique ou à un examen théorique ou pratique; les modalités de cet examen sont déterminées par règlement grand-ducal.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Palais de Luxembourg, le 9 juillet 1982.

**Jean**

*Pour le Ministre de la Justice,  
Le Secrétaire d'Etat à la Justice,*

**Paul Helming**

*Le Ministre des Transports,  
des Communications et de l'Informatique,*

**Josy Barthel**

---

Doc. parl. N° 2505; sess. ord. 1980-1981 et 1981-1982.

---

### **Gesetz vom 9. Juli 1982, welches das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt.**

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau;

Nach Anhören Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung;

Gesehen die Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 5. Mai 1982 und diejenige des Staatsrates vom 18. Mai 1982, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Art. I.** Der abgeänderte Artikel 2 des Gesetzes vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen wird durch folgenden Text ersetzt:

«Artikel 2.

#### *Paragraph 1*

Der Verkehrsminister oder sein Delegierter stellt die Zivilführerscheine aus; er kann ihre Ausstellung verweigern, ihren Gebrauch oder ihre Gültigkeit einschränken, sie aufheben und sie entziehen, ihre Zurückerstattung, ihre Erneuerung oder ihre Überschreibung verweigern und sogar die Annahme zu den Prüfungen verweigern, wenn der Interessent:

1) offenkundige Zeichen von Trunksucht oder anderen Vergiftungen vorzeigt;

- 2) in Anbetracht der zu seinen Lasten festgestellten, genügend zeugender Fälle von Unfähigkeit oder Ungeschicklichkeit, nicht die nötige Gewähr für die Verkehrssicherheit bietet;
- 3) dem im Interesse der Verkehrssicherheit notwendigen Verantwortungsbewußtsein zum Führen eines Fahrzeuges entbehrt;
- 4) unter Gebrechen oder Störungen leidet, die gegebenenfalls seine Fahrtauglichkeiten und -geschicklichkeiten in Frage stellen;
- 5) sich weigert, die Entscheidung des Verkehrsministers auszuführen, der ihn auffordert, ein kürzlich ausgestelltes ärztliches Zeugnis beizubringen oder die Verlängerung oder Erneuerung der Stagezeit auf dem Führerschein eintragen zu lassen;
- 6) eine falsche Erklärung abgegeben oder betrügerische Mittel angewendet hat, um einen Führerschein, dessen Erneuerung oder dessen Überschreibung zu erlangen.

Wenn der Entzug oder die Aufhebung des Führerscheins eine tatsächliche Dauer von wenigstens sechs Monaten erreicht, kann der Verkehrsminister die Zurückerstattung von dem Bestehen eines theoretischen und praktischen Examins oder eines theoretischen oder praktischen Examins abhängig machen.

Ein großherzogliches Reglement bestimmt die Prozedur, die zur Ausführung der vorstehenden Maßnahmen zu befolgen ist.

Es kann ein Führerschein geschaffen werden für die Fahrer, die hauptberuflich Kraftfahrzeugführer sind.

#### *Paragraph 2*

Die Militärführerscheine werden vom Generalstabschef oder seinem Delegierten ausgestellt, erneuert und entzogen.

#### *Paragraph 3*

Die Zivildrilllehrer werden vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten zugelassen.

Die Militärdrilllehrer werden vom Generalstabschef oder seinem Delegierten zugelassen.

#### *Paragraph 4*

Die Fahrzeugausweise für alle Kraftfahrzeuge, für die Anhänger and die Jahrmarktfahrzeuge, sowie die besonderen Identitätskarten für Fahrzeuge mit einem speziellen Unterscheidungszeichen werden vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten ausgestellt und entzogen.

Die Kennkarten für die Fahrzeuge der Armee werden vom Generalstabschef oder seinem Delegierten ausgestellt.»

**Art. II.** Die Absätze 2 und 12 des Artikels 13 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 werden wie folgt abgeändert:

«2. Das Fahrverbot, das durch ein rechtskräftiges Gerichtsurteil ausgesprochen wird, hat von dem vom Generalstaatsanwalt nach den durch großherzogliches Reglement bestimmten Modalitäten festgesetzten Tag an Wirkung.

Das Fahrverbot hat jedoch keine Wirkung während der Vollstreckung einer Haftstrafe.

12. Im Fall eines gerichtlichen Fahrverbots sowie eines Entzugs oder einer Aufhebung des Führerscheins durch Verwaltungsbeschluß, veranlaßt der Generalstaatsanwalt, daß die Führerscheine, die sich im Besitz der von der Maßnahme betroffenen Person befinden, entzogen werden. Die Weigerung, den mit der Entzugsvollstreckung beauftragten Agenten den Führerschein auszuhändigen, wird mit einer Geldstrafe von 2.501 bis 50.000 Franken bestraft.»

**Art. III.** Der abgeänderte Artikel 13 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 wird durch einen Absatz 1bis und einen Absatz 1ter mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«1 bis. Dieses Verbot kann auch gegenüber Minderjährigen, die das Alter von 16 Jahren erreicht haben, ausgesprochen werden, wenn sie vor dem Jugendgericht erscheinen.

1ter. Der Richter, der ein Fahrverbot ausspricht, kann es auf verschiedene Fahrzeugkategorien, auf verschiedene Strecken, auf verschiedene Wochentage und auf verschiedene Tagesstunden beschränken.»

**Art. IV.** Der Absatz 13 des abgeänderten Artikels 13 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«13. Jede Person, die ein Fahrzeug auf öffentlichen Straßen führt, ohne Inhaber eines gültigen Führerscheins zu sein, wird zu einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und zu einer Geldstrafe von 2.501 bis 50.000 Franken oder zu nur einer dieser Strafen verurteilt.

Mit denselben Strafen wird jeder Eigentümer oder Halter eines Fahrzeugs bestraft, der anordnet oder zuläßt, daß dieses Fahrzeug auf öffentlichen Straßen geführt wird von einer Person, die nicht Inhaber eines gültigen Führerscheins ist, oder von einer Person, die von einem gerichtlichen Fahrverbot oder einem administrativen Führerscheintzug oder -verweigerung betroffen ist.

Wenn der Fahrzeugführer jedoch im Besitz eines abgelaufenen Führerscheins ist, der der Art des geführten Fahrzeugs entspricht, werden die vorhergehenden Strafen beziehungsweise auf eine Gefängnisstrafe von 1 bis 7 Tagen und eine Geldstrafe von 1.000 bis 2.500 Franken oder auf nur eine dieser Strafen herabgesetzt.»

**Art. V.** Der abgeänderte Artikel 13 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 wird durch einen Absatz 14 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«14. Der Richter, der ein Fahrverbot von einer tatsächlichen Dauer von wenigstens sechs Monaten ausspricht, kann durch dasselbe Urteil anordnen, daß die Zurückerstattung des Führerscheins nur erfolgt, wenn der Inhaber des Führerscheins ein theoretisches und praktisches Examen oder ein theoretisches oder praktisches Examen bestanden hat; die Modalitäten dieses Examins werden durch großherzogliches Reglement bestimmt.»

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im Memorial veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Großherzoglicher Palast, den 9. Juli 1982.  
**Jean**

*Für den Justizminister,*  
*Der Staatssekretär im Justizministerium,*  
**Paul Helminger**

*Der Minister für Verkehr,*  
*Fernmeldewesen und Datenverarbeitung,*  
**Josy Barthel**

### **Règlement grand-ducal du 9 juillet 1982, modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, modifiée et complétée par celles des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1<sup>er</sup> août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977 et 31 mars 1978;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par les arrêtés grand-ducaux des 23 décembre 1955, 29 juin 1956, 31 décembre 1956, 25 juin 1957, 27 décembre 1957, 5 mars 1958, 25 septembre 1959, 30 avril 1960, 28 juillet 1960 et 24 novembre 1960, ainsi que par les règlements grand-ducaux des 24 avril 1962, 7 mai 1963, 23 juillet 1963, 11 avril 1964, 26 mars 1965, 25 juin 1965, 7 septembre 1965, 22 décembre 1965, 13 mai 1966, 23 août 1966, 12 octobre 1966, 23 décembre 1966, 18 septembre 1967, 14 mars 1968, 30 avril 1968, 25 mai 1968, 22 juin 1968, 28 août 1968, 14 mars 1970, 17 juillet 1970, 16 octobre 1970, 23 novembre 1970, 8 janvier 1971, 19 juillet 1971, 27 juillet 1971, 1<sup>er</sup> août 1971, 23 décembre 1971, 8 février 1972, 23 octobre 1972, 27 novembre 1972, 8 décembre 1972, 27 janvier 1973, 12 juillet 1973, 20 juillet 1973, 5 décembre 1973, 10 mai 1974, 22 mai 1974, 4 décembre 1974, 20 mars 1975, 10 avril 1975, 20 mai 1975, 6 novembre 1975, 15 mai 1976, 17 mai 1977, 25 novembre 1977, 31 octobre 1978, 30 avril 1979, 30 novembre 1979, 26 juillet 1980, 2 juillet 1981, 21 juillet 1981 et 28 juin 1982;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Transports, des Communications et de l'Informatique et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 89 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 89.** Le permis de conduire de la catégorie A, B ou F est valable jusqu'à l'âge de 50 ans du titulaire. Le même permis de conduire ne peut être délivré, renouvelé ou prorogé que pour une durée maximum de 10 ans, lorsque l'intéressé aura dépassé l'âge de 40 ans. Pour obtenir la prorogation ou le renouvellement de son permis de conduire, le titulaire doit présenter au ministre des Transports, avec sa demande, un certificat médical récent et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Le permis de conduire de la catégorie C ou D a une durée de validité de 10 ans jusqu'à l'âge de 50 ans du titulaire et de 5 ans à partir de cet âge. Il en est de même pour le permis de conduire «instructeur» et le permis de conduire de la catégorie B qui est valable pour la conduite de taxis ou de voitures de location. Pour obtenir la prorogation ou le renouvellement de son permis de conduire, l'intéressé doit présenter au ministre des Transports, avec sa demande, un certificat médical récent et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Toutefois, les durées de validité fixées ci-dessus sont étendues jusqu'au prochain anniversaire de naissance de l'intéressé, lorsqu'il s'agit d'une première délivrance, d'un renouvellement ou d'une transcription d'un permis de conduire.

La durée de validité du permis de conduire de la catégorie E est identique à celle du permis de conduire prescrit pour la conduite du véhicule tracteur.»

**Art. 2.** L'article 90 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 90. 1.** Les mesures administratives à prendre à l'égard de requérants ou de titulaires de permis de conduire, et prévues aux points 1) à 5) de l'article 2 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques exigent au préalable une enquête judiciaire avisée par le procureur général d'Etat ainsi qu'un avis motivé de la commission spéciale des permis de conduire.

Cette commission est instituée par le ministre des Transports qui désigne ses membres parmi ceux de la Commission de circulation de l'Etat. Elle est composée pour chaque affaire de trois membres et elle a pour mission d'instruire le dossier, d'entendre l'intéressé dans ses explications et moyens de défense, de dresser procès-verbal et d'émettre un avis motivé pris à la majorité des voix.

A ces fins, le ministre des Transports ou son délégué adresse quinze jours au moins avant la séance de la commission une convocation par lettre recommandée à l'intéressé, l'invitant à s'y présenter soit seul, soit assisté ou représenté par un avocat ou une personne dûment mandatée.

Si l'intéressé ne comparait pas ou n'est pas représenté devant la commission spéciale malgré deux convocations par lettre recommandée la procédure déterminée ci-dessus est faite par défaut.

Le ministre des Transports prend sa décision sur le vu de l'avis motivé de la commission spéciale.

2. Afin d'examiner les personnes souffrant d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule automoteur ou un cycle à moteur auxiliaire, il est institué une commission médicale dont les membres sont nommés par le ministre des Transports.

Avant de pouvoir restreindre l'emploi ou la validité des permis de conduire, refuser leur octroi, leur renouvellement ou leur transcription, les suspendre ou les retirer, le ministre des Transports ou son délégué adresse quinze jours au moins avant la séance de la commission une convocation par lettre recommandée à l'intéressé, l'invitant à s'y présenter soit seul, soit assisté ou représenté par un médecin de son choix. Si l'intéressé ne comparait pas ou n'est pas représenté devant la commission médicale malgré deux convocations par lettre recommandée, la procédure est faite par défaut.

La commission composée pour chaque affaire de trois membres, a pour mission d'entendre l'intéressé ou son médecin dans ses explications, de dresser procès-verbal et d'émettre un avis motivé pris à la majorité des voix.

La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psychomental des personnes visées à l'alinéa qui précède en se basant sur le résultat de son examen médical ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par des médecins-experts spécialement chargés ou sur des certificats médicaux versés par les personnes examinées.

Les frais d'expertise sont à charge des personnes intéressées.

La commission donne un avis motivé au ministre des Transports. Elle indique également les cas où le port d'un appareil spécial ou l'aménagement spécial du véhicule s'impose et se prononce sur le mode d'aménagement du véhicule.

Le ministre des Transports prend sa décision sur le vu de l'avis motivé de la commission médicale. »

**Art. 3.** L'article 91 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 91.** L'examen prévu suite à une interdiction judiciaire ou à un retrait administratif d'au moins six mois, aura lieu d'après les dispositions suivantes:

L'examen théorique peut consister dans des épreuves orales ou écrites.

Avant la mainlevée du retrait administratif ou la fin de l'interdiction judiciaire, l'intéressé pourra obtenir un certificat d'apprentissage pour se préparer et se présenter, sous l'assistance d'un instructeur agréé, à l'examen pratique.

L'examen pratique consistera dans une conduite d'un véhicule automoteur sous l'assistance d'un instructeur agréé. L'examineur chargé de la réception de l'examen pourra poser une ou plusieurs questions théoriques après l'épreuve pratique dont la durée sera au moins égale à une demi-heure.

Dans le cas d'un examen théorique et pratique, la partie théorique précédera la partie pratique. En cas d'échec à la partie théorique, l'intéressé devra fréquenter un cours théorique complet dans une auto-école agréée avant de se représenter à l'examen. La partie pratique ne pourra être abordée que si l'intéressé a réussi à la partie théorique. »

**Art. 4.** A la suite de l'article 91 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité, il est ajouté un article 91bis libellé comme suit:

«**Art. 91bis.** L'exécution de toute interdiction de conduire judiciaire doit être commencée dans l'année à partir du jour où la décision judiciaire aura acquis l'autorité de la chose jugée.

En cas d'une interdiction de conduire judiciaire ne dépassant pas neuf mois non conditionnels, son exécution pourra se faire en deux temps, mais en tout cas endéans les deux ans à partir du jour où la décision judiciaire aura acquis l'autorité de la chose jugée.

Dans les cas prévus à l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 13 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée dans la suite, l'exécution de toute interdiction de conduire judiciaire doit être commencée dans l'année à partir du jour de l'élargissement du condamné.

A la fin de l'interdiction de conduire judiciaire ou en cas de mainlevée du retrait administratif, de même qu'en cas de restitution suite à un refus de renouvellement ou à une restriction de l'emploi ou de la validité du permis de conduire, le procureur général d'Etat fait restituer les permis de conduire à l'intéressé.

La personne ayant encouru une interdiction de conduire judiciaire s'étendant à des véhicules autres que les véhicules automoteurs ou à des cycles à moteur auxiliaire, doit sur première réquisition présenter sa carte d'identité au procureur général d'Etat qui y fait mention de l'interdiction.»

**Art. 5.** Notre ministre de la Justice et Notre ministre des Transports, des Communications et de l'Informatique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 9 juillet 1982.

**Jean**

*Pour le Ministre de la Justice,  
Le Secrétaire d'Etat à la Justice,*

**Paul Helminger**

*Le Ministre des Transports,  
des Communications et de l'Informatique,*

**Josy Barthel**

### **Großherzogliches Reglement vom 9. Juli 1982, welches den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen abändert und ergänzt.**

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, abgeändert und ergänzt durch diejenigen vom 2. März 1963, 17. April 1970, 1. August 1971, 7. April 1976, 7. Juli 1977 und 31. März 1978;

Gesehen den großherzoglichen Beschluß vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen, abgeändert durch die großherzoglichen Beschlüsse vom 23. Dezember 1955, 29. Juni 1956, 31. Dezember 1956, 25. Juni 1957, 27. Dezember 1957, 5. März 1958, 25. September 1959, 30. April 1960, 28. Juli 1960 und 24. November 1960 sowie durch die großherzoglichen Reglemente vom 24. April 1962, 7. Mai 1963, 23. Juli 1963, 11. April 1964, 26. März 1965, 25. Juni 1965, 7. September 1965, 22. Dezember 1965, 13. Mai 1966, 23. August 1966, 12. Oktober 1966, 23. Dezember 1966, 18. September 1967, 14. März 1968, 30. April 1968, 25. Mai 1968, 22. Juni 1968, 28. August 1968, 14. März 1970, 17. Juli 1970, 16. Oktober 1970, 23. November 1970, 8. Januar 1971, 19. Juli 1971, 27. Juli 1971, 1. August 1971, 23. Dezember 1971, 8. Februar 1972, 23. Oktober 1972, 27. November 1972, 8. Dezember 1972, 27. Januar 1973, 12. Juli 1973, 20. Juli 1973, 5. Dezember 1973, 10. Mai 1974, 22. Mai 1974, 4. Dezember 1974, 20. März 1975, 10. April 1975, 20. Mai 1975, 6. November 1975, 15. Mai 1976, 17. mai 1977, 25. November 1977, 31. Oktober 1978, 30. April 1979, 30. November 1979, 26. Juli 1980, 2. Juli 1981, 21. Juli 1981 und 28. Juni 1982;

Nach Anhören Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Justizministers und Unseres Ministers für Verkehr, Fernmeldewesen und Datenverarbeitung und nach Beratung des Regierungsrates;

beschließen:

**Art. 1.** Der abgeänderte Artikel 89 des großherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 89.** Der Führerschein der Klasse A, B oder F ist gültig bis zum Alter von 50 Jahren des Inhabers. Derselbe Führerschein kann nur ausgestellt, erneuert oder verlängert werden für eine Höchstdauer von 10 Jahren, wenn der Interessent das 40. Lebensjahr überschritten hat. Um die Verlängerung oder Erneuerung seines Führerscheines zu erlangen, muß der Inhaber dem Verkehrsminister mit seinem Antrag ein ärztliches Zeugnis neueren Datums vorlegen und die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen.

Der Führerschein der Klasse C oder D hat eine Gültigkeitsdauer von 10 Jahren bis zum Alter von 50 Jahren des Inhabers und eine solche von 5 Jahren über dieses Alter hinaus. Dieselben Bestimmungen gelten für den Führerschein «Fahrlehrer» und für den Führerschein der Klasse B der für Taxen oder Mietwagen gültig ist.

Um die Verlängerung oder Erneuerung seines Führerscheines zu erlangen, muß der Inhaber dem Verkehrsminister mit seinem Antrag ein ärztliches Zeugnis neueren Datums vorlegen und die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen.

Die vorhergehende festgesetzte Gültigkeitsdauer wird jedoch bis zum nächsten Jahrestag der Geburt des Interessenten erweitert, wenn es sich um eine erste Ausstellung, eine Erneuerung oder eine Überschreibung eines Führerscheines handelt.

Der Führerschein der Klasse E hat dieselbe Gültigkeitsdauer wie der Führerschein, der zum Führen des Zugfahrzeuges vorgeschrieben ist.»

**Art. 2.** Der abgeänderte Artikel 90 des vorerwähnten großherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 90. 1.** Die Verwaltungsmaßnahmen, die gegenüber Antragstellern oder Inhabern von Führerscheinen getroffen werden können, und die unter den Punkten 1) bis 5) des Artikels 2 des Gesetzes vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Straßen vorgesehen sind, verlangen im voraus eine durch den Generalstaatsanwalt begutachtete gerichtliche Untersuchung sowie ein begründetes Gutachten der Spezialkommission für Führerscheine.

Diese Kommission wird von dem Verkehrsminister eingesetzt, welcher die Mitglieder unter denen der staatlichen Verkehrskommission bestimmt. Sie setzt sich für jedes Verfahren aus drei Mitgliedern zusammen und sie hat zur Aufgabe, die Akten zu untersuchen, den Interessenten in seinen Aussagen und Verteidigungsgründen zu hören, ein Protokoll zu erstellen und ein mit Stimmenmehrheit gefaßtes, begründetes Gutachten abzugeben.

Zu diesem Zweck verschickt der Verkehrsminister oder sein Delegierter mindestens vierzehn Tage vor der Kommissionssitzung eine Vorladung durch Einschreibebrief an den Interessenten, worin dieser eingeladen wird, entweder allein oder begleitet oder vertreten durch einen Rechtsanwalt oder eine andere gültig bevollmächtigte Person, vorstellig zu werden.

Wenn der Interessent trotz zweier Vorladungen durch Einschreibebrief nicht vor der Spezialkommission erscheint oder vertreten ist, wird das vorstehend festgelegte Verfahren in Abwesenheit durchgeführt.

Der Verkehrsminister trifft seine Entscheidung auf das begründete Gutachten der Spezialkommission hin.



2. Um die Personen zu untersuchen, die unter einem Gebrechen oder unter Störungen leiden, die gegebenenfalls ihre Tauglichkeit oder Fähigkeit beeinträchtigen, ein Kraftfahrzeug oder ein Fahrrad mit Hilfsmotor zu führen, wird eine Ärztekommision eingesetzt, deren Mitglieder vom Verkehrsminister ernannt werden.

Um den Gebrauch oder die Gültigkeit der Führerscheine einschränken zu können, deren Ausstellung, Erneuerung oder Überschreibung verweigern zu können, sie aufheben oder entziehen zu können, verschickt der Verkehrsminister oder sein Delegierter mindestens vierzehn Tage vor der Kommissionsitzung eine Vorladung durch Einschreibebrief an den Interessenten, worin dieser eingeladen wird, entweder allein oder begleitet oder vertreten durch einen Arzt seiner Wahl, vorstellig zu werden. Wenn der Interessent, trotz zweier Vorladungen durch Einschreibebrief nicht vor der Ärztekommision erscheint oder vertreten ist, wird das Verfahren in Abwesenheit durchgeführt.

Die Kommission, die sich für jedes Verfahren aus drei Mitgliedern zusammensetzt, hat zur Aufgabe, den Interessenten oder dessen Arzt in seinen Erklärungen zu hören, ein Protokoll zu erstellen und ein mit Stimmenmehrheit gefaßtes begründetes Gutachten abzugeben.

Die Kommission äußert sich über die Untauglichkeit oder über die dauernde oder zeitweise körperliche oder geistige Unfähigkeit der im vorhergehenden Absatz bezeichneten Personen, wobei sie das Ergebnis ihrer ärztlichen Untersuchungen sowie die von besonders beauftragten Arzt-Experten aufgestellten Gutachten oder die von den untersuchten Personen beigebrachten Bescheinigungen berücksichtigt.

Die Kosten für Experten-Gutachten gehen zu Lasten der Interessenten.

Die Kommission übergibt dem Verkehrsminister ein begründetes Gutachten. Sie bestimmt ebenfalls die Fälle, in denen das Tragen eines Spezialapparates oder die spezielle Umänderung des Fahrzeugs sich aufdrängt, und äußert sich über die Art der Umänderung des Fahrzeugs.

Der Verkehrsminister fällt seinen Entscheid nach Einsicht des begründeten Gutachtens der Ärztekommision.»

**Art. 3.** Der abgeänderte Artikel 91 des vorerwähnten großherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 91.** Das Examen, das nach einem gerichtlichen Verbot oder einem administrativen Entzug von wenigstens sechs Monaten vorgesehen ist, wird gemäß den folgenden Bestimmungen abgehalten:

Das theoretische Examen kann aus mündlichen oder schriftlichen Prüfungen bestehen.

Vor der Aufhebung des administrativen Entzugs oder dem Ende des gerichtlichen Verbots kann der Interessent einen Fahrschülerausweis erhalten, um sich unter der Mithilfe eines zugelassenen Fahrlehrers auf das praktische Examen vorzubereiten und sich diesem zu stellen.

Das praktische Examen besteht aus dem Führen eines Kraftfahrzeugs unter der Mithilfe eines zugelassenen Fahrlehrers. Der Examinator, der mit der Abnahme des Examens beauftragt ist, kann nach der praktischen Prüfung, deren Dauer wenigstens eine halbe Stunde beträgt, eine oder mehrere theoretische Fragen stellen.

Im Falle eines theoretischen und praktischen Examens, geht der theoretische Teil dem praktischen Teil voran. Beim Nichtbestehen des theoretischen Teils muß der Interessent einem ganzen theoretischen Kursus in einer zugelassenen Fahrschule beiwohnen, bevor er sich wieder zum Examen stellt. Mit dem praktischen Teil kann erst begonnen werden, wenn der Interessent den theoretischen Teil bestanden hat.»

**Art. 4.** Nachfolgend auf den abgeänderten Artikel 91 des vorerwähnten großherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird ein Artikel 91bis mit folgendem Wortlaut beigefügt:

«**Art. 91bis.** Die Vollstreckung eines jeden gerichtlichen Fahrverbots muß in dem auf den Tag folgenden Jahr beginnen, an dem das Gerichtsurteil rechtskräftig wird.

Im Falle eines gerichtlichen Fahrverbots, das neun Monate ohne Strafaufschub nicht übersteigt, kann die Vollstreckung in zwei Teilen erfolgen, aber jedenfalls binnen der zwei Jahre, von dem Tag an, an dem das Gerichtsurteil rechtskräftig wird.

In den Fällen, die vorgesehen sind im Absatz 2 des Paragraphen 2 des Artikels 13 des Gesetzes vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf alien öffentlichen Straßen, sowie es in der Folge abgeändert wurde, muß die Vollstreckung eines jeden gerichtlichen Fahrverbots im Jahr nach der Freilassung des Verurteilten begonnen werden.

Am Ende eines gerichtlichen Fahrverbots oder im Fall einer Aufhebung des administrativen Entzugs sowie im Fall einer Zurückerstattung nach einer Verweigerung der Erneuerung oder einer Einschränkung des Gebrauchs oder der Gültigkeit des Führerscheins, veranlaßt der Staatsanwalt, daß die Führerscheine dem Interessenten zurückerstattet werden.

Die Person, die von einem gerichtlichen Fahrverbot für andere Fahrzeuge als Kraftfahrzeuge oder Fahrräder mit Hilfsmotor betroffen wird, muß auf erste Aufforderung seinen Personalausweis dem Generalstaatsanwalt vorlegen, der das Verbot darauf vermerkt.»

**Art. 5.** Unser Justizminister und Unser Minister für Verkehr, Fernmeldewesen und Datenverarbeitung sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Reglements beauftragt, das im Memorial veröffentlicht wird.

Großherzoglicher Palast, den 9. Juli 1982.

**Jean**

*Für den Justizminister,  
Der Staatssekretär im Justizministerium,*  
**Paul Helminger**

*Der Minister für Verkehr,  
Fernmeldewesen und Datenverarbeitung,*  
**Josy Barthel**

\_\_\_\_\_